

**Le tourisme bleu génère une valeur économique importante, mais exerce une pression sur les écosystèmes. Une gouvernance partagée est nécessaire pour harmoniser la vitalité économique, la résilience et le bien-être des communautés.**

*Angelo Sciacca*, chercheur senior Tourisme bleu, Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI), France.

# LE TOURISME BLEU MÉDITERRANÉEN À LA CROISÉE DES CHEMINS

Le tourisme côtier et maritime – ou tourisme bleu – représente l'un des principaux segments de l'industrie mondiale des voyages et du tourisme. Pour la seule année 2023, le tourisme bleu a contribué à hauteur de 1,4 % au PIB mondial et a fourni un emploi direct à 52 millions de personnes (World Travel & Tourism Council, 2024), ce qui confirme son rôle crucial dans la promotion du développement socioéconomique à travers le monde.

En Méditerranée, une région qui accueille environ 25 à 30 % des arrivées de touristes internationaux dans le monde, le tourisme bleu soutient des millions d'emplois dans les 22 pays côtiers (Plan Bleu, 2022). Cependant, étant donné que la majeure partie du développement touristique – environ 70 % (Plan Bleu, 2026) – est concentrée le long de côtes souvent fragiles et se caractérise par un marché hautement saisonnier, ces territoires partagés du bassin sont confrontés à un excès de tourisme dans de nombreuses destinations et, par conséquent, à une pression croissante sur les écosystèmes et les communautés (UICN et al., 2025), ainsi qu'à des crises du logement et à une augmentation du coût de la vie (Almeida-García et al., 2025).

Le tourisme bleu se trouve donc à un tournant décisif. Il génère une valeur économique importante, tout en exerçant une pression sur les écosystèmes et les communautés qui le soutiennent. Le secteur est également de plus en plus exposé aux crises géopolitiques, climatiques et sanitaires. Il s'est toutefois rapidement remis de la pandémie de Covid-19, qui a entraîné un arrêt historique et des restrictions pour la plupart des activités touristiques (Balestracci et Sciacca, 2023). Ce paradoxe révèle les limites fondamentales de la gouvernance à l'échelle du bassin : les politiques ont traditionnellement donné la priorité au nombre d'arrivées plutôt qu'à des modèles durables garantissant des avantages socioéconomiques et environnementaux à long terme. Cette approche axée sur le volume a montré ses limites pour répondre aux seuils écologiques, à la vulnérabilité climatique et aux besoins des communautés de la région (Commission européenne (CE), 2022).

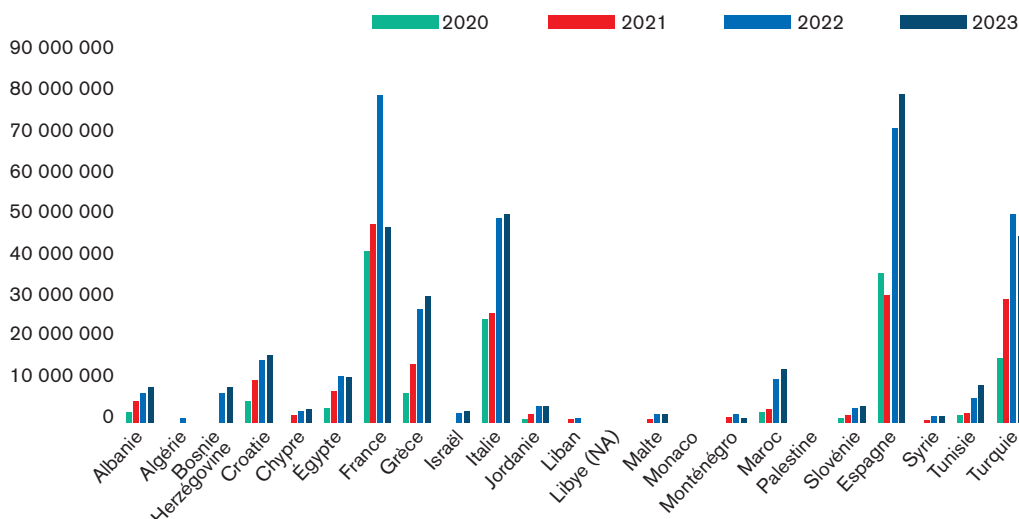
Compte tenu de la prochaine stratégie de l'UE en matière de tourisme durable attendue en 2026 (CE, 2025), ainsi que des cadres et mécanismes multilatéraux existants (par exemple, l'Union pour la Méditerranée et la

Commission méditerranéenne du développement durable), les opportunités reposent sur l'exploitation de ces instruments pour améliorer la gouvernance intégrée dans tous les pays côtiers de la Méditerranée. Cela permettrait d'apporter des réponses proactives aux besoins de la communauté et de l'écosystème grâce à la planification touristique. Cela permettrait également de développer des mesures communes de « réussite » qui placent la résilience écologique, la durabilité et le bien-être de la communauté au centre, conformément aux objectifs de durabilité mondiale de l'Agenda 2030 et aux Objectifs de développement durable (ODD).

## ÉCHELLE DU TOURISME BLEU ET POINTS CRITIQUES

Après une croissance stable au cours des dernières décennies, le tourisme méditerranéen représente désormais 13 % des exportations régionales et 23 % du secteur des services (ASCAME, 2022). En 2024, dépassant les chiffres d'avant la pandémie, le bassin a enregistré près de 360 millions d'arrivées de touristes internationaux (UICN et al., 2025) dans

### Arrivées de touristes internationaux par pays dans la région méditerranéenne (2020-2023)



Source : *Towards a Sustainable Blue Economy in the Mediterranean Region 2024*, UpM.

les 22 pays côtiers, dont 91,3 % se trouvent dans le sud de l'Europe méditerranéenne et 8,7 % en Afrique du Nord. Cependant, 64 % d'entre eux se concentrent sur les sites côtiers les plus populaires d'Espagne, de France et d'Italie (UICN et al., 2025 ; Tourisme des Nations unies, 2025), ce qui témoigne d'une répartition inégale. Le tourisme méditerranéen reste principalement un modèle « soleil, sable et mer », caractérisé par des pics prononcés d'arrivées et d'activités de loisirs en été.

Pour répondre à la demande croissante, la Méditerranée abrite 20 % de la capacité hôtelière mondiale (ASCAME, 2022), ce qui génère 24 milliards d'euros de valeur ajoutée brute et emploie plus de 800 000 personnes. D'autres services liés au tourisme rapportent 16,7 milliards d'euros supplémentaires, tandis que les transports contribuent à hauteur de 9,1 milliards d'euros (CE, 2024).

Le tourisme de croisière est l'un des segments touristiques bleus les plus rentables. La Méditerranée accueille 27 % du trafic maritime mondial et 10 % des croisières mondiales, ce qui génère 315 000 emplois rien qu'en Europe (Balestracci et al., 2025). En 2024, les ports méditerranéens ont enregistré 32,9 millions de passagers de croisière (MedCruise, 2023), les chiffres étant dominés par les ports de la Méditerranée occidentale – en particulier Barcelone et Palma de Majorque en Espagne, et Civitavecchia en Italie –, suivis par la Méditerranée orientale et l'Adriatique (CE, 2025).

Outre les croisières, la Méditerranée accueille environ 70 % des méga-yachts du monde, ainsi que des sous-secteurs

en pleine croissance tels que la navigation de plaisance, la plongée et les sports nautiques. À elle seule, la plongée attire environ 800 000 voyageurs européens par an, générant plus de 1,4 milliard d'euros (UICN et al., 2025). Certaines de ces activités dépassent les frontières maritimes et se concentrent sur des sites d'intérêt partagés, ce qui requiert une coordination à l'échelle du bassin.

On observe également un intérêt croissant pour les expériences liées à la nature, l'écotourisme et le tourisme culturel marin. Ces opportunités de niche pourraient stimuler le tourisme dans des destinations secondaires, le favoriser tout au long de l'année et réduire potentiellement la saisonnalité. Cependant, si elles ne sont pas bien gérées, elles risquent de créer de nouveaux points d'intérêt dans des écosystèmes fragiles.

Le tourisme bleu soutient des millions d'emplois et stimule le développement socioéconomique des zones côtières. Cependant, sa concentration saisonnière dans des couloirs et des points critiques spécifiques, son approche axée principalement sur la maximisation des arrivées et sa contribution à l'augmentation des pressions environnementales et sociales menacent les écosystèmes et les communautés dont il dépend.

### PRESSIONS SUR LES ÉCOSYSTÈMES ET LES COMMUNAUTÉS

Avec 25 à 30 % des arrivées mondiales, la Méditerranée est un haut lieu de la biodiversité mondiale où le tourisme dépend de mers propres, de côtes

stables, de la disponibilité en eau douce et de cultures locales dynamiques. Cependant, le tourisme dans la région fait de plus en plus l'objet d'une attention particulière en raison de ses impacts environnementaux et sociaux.

L'expansion des infrastructures touristiques a entraîné la fragmentation du paysage, l'augmentation de l'utilisation des sols à des fins touristiques et la modification de la dynamique côtière. Les ports maritimes ont également un impact sur les eaux environnantes et leurs espèces endémiques et menacées d'extinction, en particulier la *Posidonia oceanica*, une espèce de prairie marine essentielle à la protection des côtes, à la production d'oxygène, à la capture du carbone et aux viviers marins. La vulnérabilité écologique est plus importante dans certaines zones de la Méditerranée occidentale et du nord de l'Adriatique, où l'activité touristique intense, le nombre élevé de touristes, le trafic des bateaux de croisière et l'expansion marine se superposent à des écosystèmes fragiles (UICN et ETC-UMA, 2024).

Les ressources critiques sont également soumises à des pressions. Le changement climatique – diminution des précipitations et intensification des sécheresses – aggrave la pénurie d'eau dans tout le bassin, où le tourisme ajoute une pression supplémentaire sur les ressources en eau douce déjà réduites (Kibaroglu, 2017). Ces crises sont particulièrement graves dans les régions du sud de la Méditerranée et dans les îles, où les infrastructures hydrauliques sont généralement moins développées et où les investissements restent limités. La séche-

resse représente également un défi pour les activités touristiques. En 2024, le niveau des réservoirs en Sicile avait baissé de 60 %, obligeant les hôtels à importer de l'eau à un coût élevé, ce qui a pesé sur les budgets des entreprises (Pappas et al., 2024), en particulier des PME.

La pollution plastique ajoute une pression supplémentaire, avec environ 229 000 tonnes de déchets plastiques générés chaque année dans toute la Méditerranée (Boucher et Billard, 2020), en grande partie à cause des populations côtières et de l'activité touristique, qui suivent un modèle « prendre, fabriquer et jeter ». De plus, les taux de recyclage restent inférieurs à 13 % dans la plupart des pays méditerranéens (Plan Bleu, 2026). Le plastique s'infiltré dans les réseaux trophiques marins et dégrade la qualité environnementale qui soutient le tourisme côtier. Selon le WWF, la pollution marine augmente de 40 % pendant la saison estivale (WWF, 2018). Les impacts sont aggravés par les inégalités entre les infrastructures de gestion des déchets et les stratégies de réduction des déchets. Alors que certaines destinations (par exemple, les Baléares) réduisent leurs déchets et encouragent les systèmes de réutilisation et de recyclage, d'autres continuent de manquer d'infrastructures de tri et de recyclage.

Le changement climatique aggrave ces facteurs de stress, avec des répercussions directes sur les actifs touristiques. Plus de 100 milliards d'euros d'infrastructures touristiques sont exposés aux risques liés à l'élévation du niveau de la mer et à l'intensification des tempêtes dans tout le bassin, ce qui nuit directement à l'attrait « soleil et mer » de la région. En Grèce, par exemple, 40 % des plages ont reculé de cinq à 10 mètres au cours de la dernière décennie, entraînant des pertes annuelles de 50 millions d'euros (Pappas et al., 2024). De plus, les vagues de chaleur modifient les habitudes touristiques, surchargent les ressources et réduisent le confort des visiteurs et des travailleurs. Les touristes cherchent de plus en plus à voyager pendant les saisons plus fraîches. Chypre et Malte ont enregistré une augmentation de 10 à 15 % des réservations au printemps et à l'automne depuis 2020. Cette tendance peut encourager la désaisonnalisation, mais il reste essentiel d'équiper les destinations pour accueillir les visiteurs hors saison (Pappas et al., 2024).

D'un point de vue socioéconomique, la demande immobilière stimulée par

le tourisme, en particulier celle des résidences secondaires et des locations à court terme, a réduit l'accessibilité au logement. L'Espagne est un cas exemplaire, où les résidences secondaires représentent plus de 14 % du parc immobilier national et plus de 30 % dans certaines provinces très touristiques (Garriga, 2020).

De plus, le lien entre le tourisme excessif, l'augmentation du coût de la vie, la précarité de l'emploi saisonnier et le déclin des secteurs traditionnels tels que la pêche et l'agriculture, qui a exacerbé les tensions sociales, a été largement documenté (par exemple, le rapport publié en 2025 par la CE sur le « tourisme déséquilibré »). Les récentes manifestations aux îles Canaries, sous le slogan « Les îles Canaries ont une limite », illustrent le mécontentement croissant de la population et la réaction contre le tourisme excessif et ses conséquences socioéconomiques négatives sur l'archipel (Hughes, 2025).

Ces pressions environnementales et socioéconomiques révèlent que la prospérité touristique dans l'ensemble du bassin opère dans un système socio-écologique soumis à des tensions. Par conséquent, les réformes doivent élargir les modèles touristiques existants qui sont positifs pour la nature et impulsés par la communauté – des initiatives pilotes actuellement fragmentées – afin de préserver et de valoriser les atouts naturels et culturels. Il est essentiel de renforcer les stratégies en Méditerranée qui intègrent l'adaptation au climat, la protection de la biodiversité et la planification touristique afin d'aligner la vitalité économique du tourisme sur la résilience écologique.

### **DÉFIS EN MATIÈRE DE GOUVERNANCE ET DE MISE EN ŒUVRE**

Le tourisme bleu durable est confronté à des défis structurels. Compte tenu de la nature transfrontalière du secteur, qui couvre toute la chaîne de valeur du tourisme, des ports de plaisance à la gestion des déchets, une coordination efficace est essentielle. Cela requiert l'alignement des parties prenantes aux niveaux local, national et du bassin afin de coordonner les politiques qui traitent des dimensions socioculturelles, environnementales et économiques du tourisme (UICN et al., 2025). Cependant, la coordination est entravée par les multiples juridictions de la Méditerranée, qui présentent des

capacités réglementaires, des normes d'application et des priorités de développement différentes. Cette fragmentation est illustrée dans de nombreuses zones vulnérables où les habitats sensibles ne sont toujours pas suffisamment protégés ou où les réglementations sont mal appliquées malgré l'intensité élevée des activités touristiques.

Les ressources financières continuent de favoriser les modèles touristiques basés sur le volume, avec des investissements qui soutiennent les développements côtiers à grande échelle et l'expansion immobilière. Pendant ce temps, les mesures de restauration de la nature, d'efficacité hydrique et de décarbonation sectorielle ne bénéficient toujours pas du financement nécessaire. Par conséquent, des investissements plus importants sont nécessaires dans le secteur du tourisme pour soutenir la mise en œuvre de solutions fondées sur la nature (NbS), d'infrastructures éco-conçues et de restauration de la nature (Plan Bleu, 2022), particulièrement adaptées aux PME (UICN et al., 2025). Sans incitations financières et non financières structurelles pour décarboner les activités et les infrastructures touristiques côtières et marines, y compris les croisières et les hébergements à forte consommation d'énergie, les objectifs climatiques sectoriels seront inévitablement difficiles à atteindre (One Planet Network, 2026).

De nombreux gérants touristiques n'ont pas accès, ou ont un accès limité, aux données essentielles sur les risques climatiques, les projections sur le stress hydrique et les évaluations de la biodiversité nécessaires à la planification à long terme. Sans systèmes de suivi localisés et sans échange de connaissances intersectoriel, il n'est pas possible de concevoir, de mettre en œuvre, d'évaluer ou d'ajuster efficacement des stratégies de tourisme bleu durable. Il existe également un besoin croissant d'outils numériques et de systèmes intelligents permettant un suivi en temps réel et une analyse prédictive pour une prise de décision éclairée (UICN et al., 2025).

En ce qui concerne le secteur entrepreneurial, qui domine l'économie touristique, manquent souvent des capacités techniques et des capitaux nécessaires pour investir dans des installations plus durables, adopter des solutions d'énergie renouvelable ou mettre en œuvre des rapports de durabilité exhaustifs dans leurs opérations. Du point de vue du marché, l'instabilité sociopolitique accentue

encore ces défis, car les conflits régionaux et les tensions géopolitiques créent une volatilité dans les flux de voyageurs et la confiance des investisseurs. Dans l'ensemble, la fragmentation de la gouvernance, les incitations inadaptées et les contraintes de capacité ralentissent la transition d'un modèle touristique basé sur le volume vers un développement basé sur la valeur et à faible impact.

Pour surmonter ces obstacles, il est nécessaire de mener des réformes coordonnées dans l'ensemble du bassin afin d'harmoniser les normes environnementales, de mettre en œuvre une gestion intégrée des zones côtières, de développer une planification des infrastructures résistantes au climat, de renforcer les systèmes de données régionaux et de mettre en place des mécanismes financiers qui soutiennent la conservation et la décarbonation. Ce qu'il faut, c'est un alignement systémique à l'échelle du bassin entre les systèmes de gouvernance, de financement et de connaissances qui capitalise sur la dynamique politique actuelle.

## **SOUTIEN POLITIQUE POUR LE TOURISME BLEU DURABLE**

Dans tout le bassin méditerranéen, le tourisme bleu doit aller au-delà des approches axées uniquement sur l'atténuation des impacts négatifs et évoluer vers des modèles de résilience qui protègent les écosystèmes, renforcent les communautés et garantissent la stabilité socio-écologique des destinations côtières. Pour cela, il est nécessaire de repositionner le tourisme non seulement comme une source de revenus, mais aussi comme un levier stratégique pour le développement durable de la région.

Une économie bleue durable reconnaît que des mers en bonne santé, des écosystèmes fonctionnels et des communautés autonomisées constituent la base d'une prospérité à long terme. Par conséquent, les cadres de gouvernance du tourisme du bassin doivent intégrer la protection de la biodiversité, l'adaptation au climat, la gestion circulaire des ressources et le développement inclusif dans les politiques touristiques et les décisions d'investissement. Il convient d'améliorer la cohérence et l'intégration des politiques afin de réduire le décalage entre les politiques touristiques et les plans de conservation marine, les cadres de gestion de l'eau, les instruments d'aménagement du territoire et

les stratégies d'adaptation au changement climatique. Cette fragmentation aggrave la pression sur les ressources, la dégradation des habitats et la tension sur les infrastructures dans l'ensemble du bassin partagé.

La Méditerranée bénéficie déjà d'orientations stratégiques solides issues de la coopération multilatérale : la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution (Convention de Barcelone) a établi sept protocoles, dont celui sur la gestion intégrée des zones côtières, qui est particulièrement pertinent pour la planification et la gestion du tourisme. Le système de la Convention de Barcelone soutient la mise en œuvre de la Stratégie méditerranéenne pour le développement durable (SMDD) par l'intermédiaire de la Commission méditerranéenne pour le développement durable (CMDDD). Ces mécanismes favorisent une économie verte et bleue inclusive, fondée sur la restauration des écosystèmes et la résilience climatique.

En complément de ces cadres, la Déclaration ministérielle de WestMED Malte (2023) et la Déclaration ministérielle de l'Union pour la Méditerranée sur l'économie bleue (2021), ainsi que sa Feuille de route pour la mise en œuvre de la Déclaration ministérielle de 2021 (2025), mettent l'accent sur l'harmonisation des politiques relatives aux solutions fondées sur la nature et la coopération régionale pour une économie bleue durable, y compris le tourisme.

Dans le cadre européen, la Communication sur l'économie bleue durable de 2021 a marqué un changement fondamental, passant d'une approche de « croissance bleue » à un modèle axé sur la durabilité, conformément au Pacte vert pour l'Europe (CE, 2021). Cette approche met en œuvre les engagements pris à travers des missions concrètes telles que « Restaurer notre océan et nos eaux », qui vise à réduire la pollution, à développer la neutralité carbone et à transformer l'économie bleue circulaire. En 2022, la Commission européenne a publié la « Feuille de route de la transition pour le tourisme », qui identifie 27 domaines d'action pour améliorer la résilience du tourisme dans l'UE et demande spécifiquement que les services du secteur soient circulaires et respectueux de l'environnement.

De plus, le Pacte pour les océans de l'UE pour 2025 unifie les politiques océaniques dans un cadre coordon-

né afin de promouvoir des économies bleues prospères et le bien-être côtier (CE, 2025). Il convient de souligner que son Pacte pour la Méditerranée fixe des objectifs de coopération explicites entre les États membres de l'UE et les partenaires du sud de la Méditerranée, ce qui favorise directement l'innovation régionale et un développement économique plus durable et intégré (CE, 2025).

En particulier, la prochaine stratégie de l'UE en matière de tourisme durable présente un potentiel transformateur pour harmoniser et compléter ces mécanismes à l'échelle du bassin dans le cadre d'une action touristique cohérente. Elle devrait aborder la question de la congestion des sites touristiques, l'amélioration des compétences numériques et écologiques, la promotion de pratiques durables et le renforcement de la compétitivité globale du secteur (UE, 2025). Son véritable potentiel tient à l'intégration systémique cohérente de l'adaptation au climat, des objectifs en matière de biodiversité, de l'économie circulaire et d'inclusion sociale dans la politique touristique.

La stratégie pourrait également aider à s'attaquer aux contraintes structurelles : lacunes dans la coordination de la gouvernance, déséquilibres dans le financement, déficits de données et décarbonation des segments à fortes émissions grâce à la cohérence dans tout le bassin. Il est important de souligner qu'elle offre la possibilité de mieux reconnaître les vulnérabilités spécifiques de la Méditerranée liées au tourisme, ouvrant ainsi la voie à l'amélioration des normes, des outils pratiques et des orientations en matière d'investissement pour les autorités locales et les PME.

La Méditerranée fonctionne comme un système socio-écologique interconnecté qui couvre 22 pays côtiers, plutôt que comme un ensemble de destinations isolées. Les pressions environnementales, les flux touristiques et la dynamique économique transcendent les frontières nationales, ce qui requiert une gouvernance partagée afin d'harmoniser la vitalité économique, la résilience et le bien-être de la communauté. Il sera essentiel de tirer parti des cadres existants ainsi que de la prochaine stratégie de l'UE en matière de tourisme durable pour renforcer la coordination touristique, résoudre les pressions, surmonter les obstacles à la gouvernance et mettre en œuvre la durabilité à grande échelle./